

Fiche 2 : Les inégalités de revenus

Note : toutes les statistiques proviennent de tableaux de l'Insee.

I- Des revenus au RDB

1) Les différents revenus

• Le revenu primaire

Les revenus primaires comprennent les revenus directement liés à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la **rémunération des salariés** (nette des cotisations sociales), laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des **revenus de la propriété** résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (**intérêts, dividendes**, revenus fonciers...), ainsi que les revenus mixtes.

➤ Le salaire est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur.

➤ Le revenu mixte correspond au solde du compte d'exploitation pour les **entreprises** individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa **famille**, et son profit en tant qu'entrepreneur.

➤ Les revenus de la propriété (ou du patrimoine) sont les revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre **unité institutionnelle**. Ils comprennent principalement les **dividendes** versés par les sociétés, les **intérêts** et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

• Les revenus de transferts

Ils correspondent aux transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins (liés à la maladie, la vieillesse, le **logement**, etc.).

2) Le revenu disponible brut des ménages

Le revenu disponible brut d'un **ménage** comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de **chômage**), nets des impôts directs. Quatre impôts directs sont généralement pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales généralisées (CSG) et contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Le RDB s'écrit donc ainsi :

Ou ainsi :

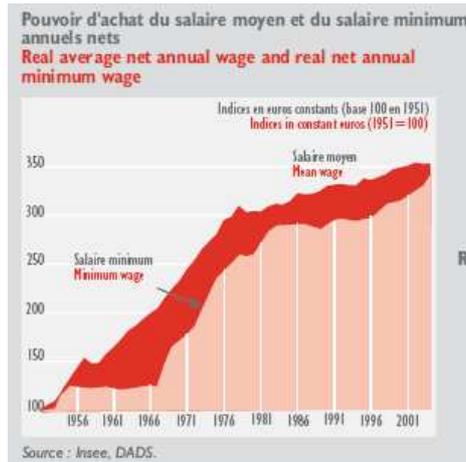
Revenus des ménages (en milliards d'euros)	1990	2000	2005
+ Revenu primaire brut	753,9	1 059,3	1 268,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	154,3	209,5	254,7
Rémunération des salariés	535,5	754,4	899,1
Revenus du patrimoine	64,1	95,4	114,2
- Transferts nets de redistribution	- 88,9	- 136,3	- 148,0
Prestations sociales reçues	188,3	273,3	336,6
Cotisations sociales versées	- 228,7	- 289,5	- 348,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 57,1	- 133,2	- 153,2
Autres transferts courants	8,6	13,1	17,1
= Revenu disponible brut	665,0	923,0	1 120,0

- 1) Qu'est-ce qu'une entreprise individuelle ?
- 2) Pourquoi les revenus des propriétaire d'entreprise individuelle sont-ils qualifiés de « mixtes » ?
- 3) Rappelez ce que signifie le terme de « dividende »
- 4) A quel type de revenu correspond l'honoraire reçu par un médecin libéral ?
- 5) Quel est le type de revenu qui est le plus intéressant de connaître pour estimer la capacité de consommation d'un ménage : le revenu primaire, le revenu de transfert, ou le revenu disponible ? Pourquoi ?
- 6) Quel est le montant du revenu primaire brut des ménages en 2005 ?
- 7) Calculez la part de la rémunération des salariés dans le revenu primaire des ménages en 2005
- 8) Calculez de deux manières différentes l'évolution du revenu primaire des ménages entre 1990 et 2005
- 9) Même question pour le revenu disponible brut
- 10) Que signifie dans le tableau « - 148 » ?

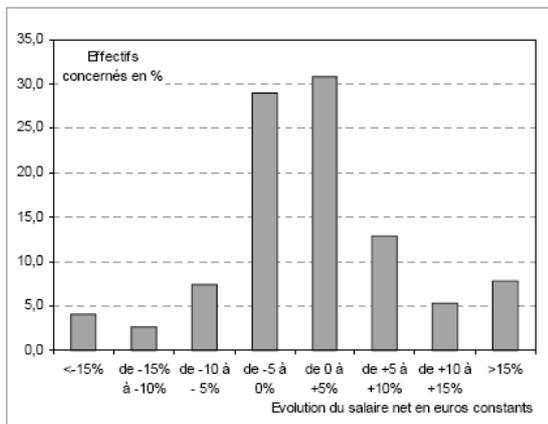
II- Les inégalités de salaire

Salaires		1990	2000	2006
SMIC (taux horaire brut en euros)		4,77	6,41	8,27
Salaire net annuel moyen (en euros)		1990	2000	2004 (p)
En entreprises		16 065	20 087	22 193
dont : ouvriers		12 222	15 063	16 337
employés		12 325	15 358	15 576
cadres		34 071	39 330	43 653
dont : hommes		17 643	21 521	23 778
femmes		13 258	17 552	19 182
Dans la Fonction publique		17 878	23 323	25 290
dont : enseignants		19 682	24 948	26 571

- 11) Rappelez ce que signifient les initiales « Smic »
- 12) Que signifie « taux brut » ? A combien est-il égal en 2006 ?
- 13) Présentez, à partir de ce tableau, les principales inégalités de salaire en France. Pour chacune, trouvez une explication permettant de justifier l'inégalité trouvée



Graphique 17 : Les évolutions moyennes de salaire cachent de fortes disparités en 2003



- 14) Rappelez ce que signifie « euros constants »
- 15) Quelles sont les deux grandes informations que l'on peut tirer de ce document ?

- 16) Que signifie « 30% » pour la colonne « de 0 à 5% » ?
- 17) Quelle information principale peut-on tirer de ce document ?

III- Les inégalités de patrimoine

Tableau 26 : La répartition des masses de patrimoine

Pourcentage de ménages	Seuil inférieur du quantile en milliers d'euros	Masse totale du patrimoine des ménages en %
1	1 270	13
10	382	46
50	99	93

Lecture : 1 % des ménages dispose d'un patrimoine brut supérieur à 1,2 million d'euros. Leur patrimoine représente 13 % du patrimoine brut total des ménages.

Note : montant de patrimoine non redressé des sous-estimations de l'enquête.

Source : Insee, enquête Patrimoine 2004.

- 18) Peut-on parler d'inégalités de patrimoine en France ?
- 19) Pourquoi ces inégalités de patrimoine renforcent-elles les inégalités de revenus ?

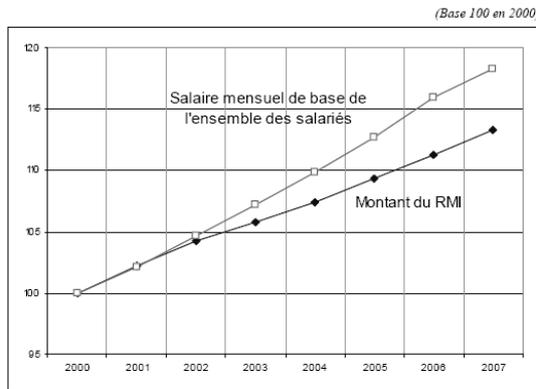
IV- Les inégalités de revenus

Les inégalités de revenus sont plus élevées que les inégalités de salaires pour trois raisons :

- les revenus les plus faibles sont inférieurs aux salaires les plus faibles
- les revenus les plus élevés sont supérieurs aux salaires les plus élevés
- les salariés aux salaires les plus élevés peuvent placer une partie de leur salaire et donc recevoir des revenus du patrimoine

20) Illustrez les deux premières raisons à partir de cas concrets

Graphique 20 : Évolution comparée du montant du RMI et du salaire de base de l'ensemble des salariés depuis 2000



Source : Insee, calculs et graphique Conseil économique et social.

- 21) Quelle est l'évolution du RMI entre 2000 et 2007 ?
- 22) Même question pour le salaire mensuel
- 23) Peut-on déduire de ce graphique que les inégalités entre les Rmistes et l'ensemble des salariés a augmenté ?

Tableau 19 : Les revenus disponibles, selon le type de ménage, en euros par mois en 2004

	Tranches de population								
	10 % gagnent moins de	20 % gagnent moins de	30 % gagnent moins de	40 % gagnent moins de	50 % gagnent moins de	60 % gagnent moins de	70 % gagnent moins de	80 % gagnent moins de	90 % gagnent moins de
Personne seule	652,80	849,30	978,30	1 084,40	1 182,00	1 303,30	1 483,30	1 717,60	2 147,70
Couple sans enfant	1 304,80	1 654,20	1 783,20	1 994,30	2 234,70	2 485,30	2 785,30	3 238,00	4 029,80
Couple avec 2 enfants	1 815,90	2 180,40	2 503,10	2 784,30	3 040,30	3 392,10	3 787,00	4 307,80	5 392,30

Lecture : 652,80 euros représente le revenu en dessous duquel se trouve la tranche de 10 % de personnes seules les plus pauvres (le premier décile). 849,30 euros est le revenu tel que 20 % des personnes seules gagnent moins, etc. Et 2 147,70 euros est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des personnes seules (10 % des personnes seules gagnent donc plus). Il s'agit de revenus effectivement mesurés (après impôts et y compris prestations sociales) et non de calculs réalisés à partir des unités de consommation.

Source : Alternatives économiques n° 254, janvier 2007.

- 24) Quel est le revenu disponible médian pour une personne seule ?
- 25) Quel est le revenu disponible minimum des personnes seules faisant partie des 10% des personnes seules au revenu disponible le plus élevé ?

Une étude de l'Ecole d'économie de Paris révèle l'envolée des revenus des Français les plus aisés depuis 1998.

Par Grégoire Biseau / Libération / vendredi 29 juin 2007

On subodorait que les riches se portaient plutôt bien. Même en France, pays que la droite aime caricaturer comme le dernier îlot d'Europe continentale qui incite nos belles fortunes à s'exiler. Grâce au travail de l'économiste Camille Landais de l'Ecole d'économie de Paris, on sait désormais que les riches Français n'ont pas grand-chose à envier à leurs homologues anglo-saxons. Plus ils sont riches et plus ils s'enrichissent. Et dans des proportions inédites dans l'histoire sociale française.

Landais s'est concentré sur l'évolution des revenus de la petite population française la plus fortunée (allant même jusqu'au 0,01 % des plus riches). Et que constate-t-il ? Un fort «*accroissement des inégalités de revenus depuis huit ans*». Ça n'a l'air de rien, mais c'est la première fois qu'un économiste peut établir un tel diagnostic, sachant que les travaux de l'Insee avaient jusqu'à présent conclu à une réduction des inégalités en France.

Davantage d'inégalités

Les très, très riches Français (disons les 1 % les plus riches, soit un bataillon de 350 000 foyers) ont vu leurs revenus augmenter de 19 % entre 1998 et 2005. Et ce chiffre explose littéralement quand on monte encore plus haut dans la hiérarchie sociale : + 32 % pour les 0,1 % les plus riches (35 000 foyers), et carrément + 42,6 % pour le petit club des 0,01 % les plus fortunés (3 500 foyers). Il semble que les riches Français vivent sur une autre planète économique. Car, pendant la même période, le revenu moyen par foyer a connu lui une hausse modeste de 5,9 %, soit une croissance moyenne annuelle de 0,82 %. Soit moins que la croissance du PIB ou même du PIB par habitant.

Assez classiquement, plus on est riche, plus la part de son patrimoine placée en valeurs mobilières (actions et autres produits financiers) est importante. Pour les 3 500 des plus riches, la part du revenu du patrimoine peut ainsi représenter jusqu'à 40 % de leur revenu total.